Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

221 | Janvier-Mars 2003

Gestion partagée et développement communautaire
en Afrique Noire

Mouvement coopératif et organisation du monde rural au Niger : bilan, perspectives et propositions pour l'avenir

Abdou Bontianti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/932>

DOI : 10.4000/com.932

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Pagination : 103-118

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Abdou Bontianti, « Mouvement coopératif et organisation du monde rural au Niger : bilan, perspectives et propositions pour l'avenir », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 221 | Janvier-Mars 2003, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/932> ; DOI : 10.4000/com.932

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Mouvement coopératif et organisation du monde rural au Niger : bilan, perspectives et propositions pour l'avenir

Abdou Bontianti

- 1 Introduit au Niger bien avant l'indépendance, le mouvement coopératif a concerné tous les aspects de la vie socio-économique du monde rural nigérien. Il est l'une des formes d'organisation paysanne qui ont suscité à la fois le plus d'intérêt, de polémiques et de critiques dans les débats concernant le développement rural. Même si l'auto-promotion collective des ruraux constitue l'un de ses objectifs, force est de constater que son organisation a rarement fait l'unanimité entre partenaires : la raison en est la trop grande emprise de l'Etat. Toujours est-il qu'il nous semble important de rappeler que la plupart de ceux qui sont pour ou contre le système actuel ne sont jamais neutres. Pire, beaucoup ignorent même les principes cardinaux qui constituent le fondement de la vie coopérative au Niger.
- 2 Cet article est une contribution à la connaissance du mouvement coopératif nigérien : ses péripéties et son rôle dans l'organisation des paysans. Il tire sa substance d'une série d'entretiens que nous avons eus avec les agents de la Direction de l'Action Coopérative du Ministère du développement rural et ceux de l'Union Nationale des Coopératives (UNC) qui ont accepté volontiers de nous fournir la documentation de base de cette étude.
- 3 Cette précision faite, à travers cet article, nous étudierons d'abord le contexte dans lequel est né le mouvement coopératif nigérien et les objectifs qui lui sont assignés. Nous ferons ensuite son historique et son bilan. En troisième et quatrième lieux, nous étudierons successivement les obstacles ayant limité son efficacité, examinerons ses perspectives et formulerons des propositions visant à rendre efficace l'action du mouvement coopératif.

- 4 Dès le début de l'indépendance, le premier gouvernement du Niger a accordé la priorité au développement du secteur rural qui occupait plus de 90% de la population. A cette époque, l'agriculture et l'élevage produisaient l'essentiel de la richesse nationale.
- 5 Cependant, en dépit de cette prédominance, le secteur rural était confronté à des obstacles naturels et institutionnels, tels les aléas climatiques, source de stress pour les paysans, non instruits, pas organisés, ni formés dans des structures d'encadrement. Pour l'épanouissement de ce secteur, le premier gouvernement avait alors pensé à définir une politique de développement rural qui tienne compte à la fois de la nature des communautés rurales et de la diversité des contraintes climatiques, économiques, techniques, institutionnelles et socio-culturelles : analphabétisme, faible productivité, pauvreté, sous-alimentation, malnutrition, etc.
- 6 Cette politique devait aussi veiller à ce que les actions à initier soient conçues dans une optique stratégique permettant la participation effective des ruraux. La mise en place des coopératives s'inscrit dans cette optique de développement. L'idée était de créer un cadre organisationnel qui permette de lancer et d'épanouir *le changement de la mentalité* de l'homme rural pour reprendre des formules chères aux *développeurs* de l'époque.
- 7 Cette politique de développement se fixait trois objectifs spécifiques. Le premier visait à amener le paysan nigérien à prendre connaissance de sa place dans le contexte socio-économique du pays, afin de lui permettre de parvenir à l'auto-promotion paysanne. Le deuxième objectif visait à le convaincre de la nécessité de s'organiser pour lui permettre de tirer une juste rémunération de ses efforts productifs, et à l'aider à jouer pleinement son rôle dans la société qui amorçait sa mutation. Enfin, pour être complet, à ces deux objectifs s'en adjoignait un troisième qui était de faire de ces coopératives de véritables entreprises de développement au service du monde rural.
- 8 Pour atteindre ces buts, le jeune Etat indépendant créa, dès 1962, l'Union Nigérienne de Crédit et de Coopérative connue dans tout le Niger sous son sigle *UNCC*. Elle avait pour mandat de développer au sein de la population rurale l'esprit de la mutualité, de la coopération et d'apporter un appui aux communautés rurales afin de faciliter et de coordonner leurs actions. Il était prévu la création de coopératives polyvalentes capables d'assumer tous les services nécessaires au développement, qu'il soit technique, économique ou social, sans pour autant déstructurer l'organisation sociale traditionnelle. Ceci constitue le contexte post-colonial dans lequel est né le mouvement coopératif nigérien. Il faut noter cependant que les premières formes officielles d'organisation paysanne ont précédé les années d'indépendance.
- 9 Les premières formes d'organisations coopératives au Niger remontent à la période coloniale pendant laquelle furent institués successivement les greniers de réserve, les sociétés indigènes de prévoyance et les sociétés mutualistes de développement rural. Pour faire face aux famines et aux problèmes de soudure, le colonisateur avait voulu transposer les formes d'organisation coopérative britanniques en Afrique (fondées sur le principe de Rochdale) en instituant les greniers de réserve. Pour aider les populations, le colon demandait un apport en nature : chaque membre d'une famille devait apporter une certaine quantité de céréales qui étaient stockées dans des greniers en prévision de l'épuisement des vivres au moment de la soudure (juin-août). Théoriquement, chaque membre devait retirer l'équivalent de la quantité de céréales déposées. Malheureusement, dans la pratique, la dessiccation, les prélèvements du colon, les retenues des chefs de village et de canton et les abus des administrateurs faisaient que les

paysans ne pouvaient pas récupérer la totalité de leur apport initial. Ces abus auxquels s'ajoutait le caractère autoritaire du système, étaient contraires aux principes qui régissaient le fonctionnement des coopératives au Royaume-Uni. Cela explique le recours aux sociétés indigènes de prévoyance, inspirées également des grands principes dégagés en 1844 à Manchester (Royaume-Uni) par des ouvriers tisserands, "*les équitables pionniers de Rochdale*" qui fondèrent la première coopérative. Là encore, les structures créées n'étaient pas des initiatives des populations locales, et les principes de Rochdale ne furent donc pas respectés. Enfin, les sociétés mutuelles de développement rural, à la différence des deux premières formes, mettaient l'accent sur les cultures de rente, coton et arachide principalement. Dans tous les cas, la contrainte et les abus furent des obstacles à l'efficacité des initiatives.

- 10 Ainsi, dès 1962 (la 2^e année d'indépendance), fut créée l'Union Nigérienne de Crédit et de Coopération (UNCC) dont la mission était d'assurer l'encadrement des paysans et le but de parvenir à une véritable autogestion. L'UNCC était partagée en deux sections : la section "coopération" qui s'occupait de l'animation, et la Caisse Nationale de Crédit Agricole qui accordait des crédits destinés à financer le monde rural. Durant cette période l'UNCC travailla conjointement avec le Service de l'Animation en vue du développement qui était sous la tutelle du Secrétariat du gouvernement. L'animation avait pour rôle de sensibiliser les paysans afin qu'ils puissent créer des structures villageoises de développement appelées Regroupements des Villages Animés (RVA). Une fois ces RVA créés, l'UNCC transforma ces villages en coopératives ayant chacune des organes de gestion composés d'une Assemblée Générale, d'un Conseil d'Administration et de Commissaires au compte.
- 11 De 1962 à 1965, l'UNCC va s'atteler à mettre en place des mutuelles et des coopératives, en se basant sur le système classique privilégiant l'adhésion individuelle validée par le versement de parts sociales qui étaient de 100 F CFA pour être membre et n'avoir accès qu'aux crédits pour acquérir l'engrais, et 500 F CFA pour être membre et avoir accès aux crédits pour acquérir le matériel agricole comme des charrettes, par exemple. L'inadéquation du système classique aux conditions sociales et économiques des ruraux, en raison surtout de leur pauvreté, conduira à expérimenter une nouvelle forme connue en langue haoussa sous le nom de *sâbon sâri* (nouvelle donne) et axée cette fois-ci sur la structure sociale traditionnelle. Dans ce cas, les villages étaient regroupés en *Groupements Mutualistes Villageois* (GMV) et adhéraient collectivement aux coopératives, celles-ci se regroupant à leur tour en Associations Locales (ALC). Avec la nouvelle donne, au lieu de verser des parts sociales, chaque Conseil d'administration établissait des listes collectives qu'il transmettait à l'UNCC d'arrondissement. La Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) accordait les crédits, et il revenait à l'UNCC de collecter les fonds auprès des paysans débiteurs.
- 12 Malgré la nouvelle donne, le rythme de mise en place des coopératives était tellement lent que le processus ne permit pas de couvrir tout le territoire. Par exemple, jusqu'en 1973, elles n'existaient que dans les régions à hautes potentialités agricoles, soit le sud du pays où se trouvaient les aménagements hydro-agricoles, la riziculture irriguée ou les productions maraîchères. Cette situation conduisit à l'établissement d'un programme d'extension des coopératives dans les zones de cultures céréalières en 1974. Ainsi, de 237 coopératives en 1974, on arriva à 568 coopératives en 1977, soit une augmentation de près de 140% et une installation moyenne de 110 coopératives par an.

- 13 Malheureusement, les moyens financiers et les ressources humaines qualifiées de l'Etat ne suivirent pas la même progression que la mise en place des coopératives. La conséquence en fut la baisse du taux d'encadrement des paysans coopérateurs et l'inertie de beaucoup de structures ainsi créées. De plus, la nécessité de prendre en compte les nouveaux services, comme celui de l'environnement, avait conduit à instituer les *Zones d'Actions Intégrées* (ZAI) constituées de plusieurs équipes incluant les agents de l'UNCC, de l'agriculture et de l'animation, ce dernier assurant la formation des matrones et des secouristes. Les équipes d'actions intégrées se déplaçaient de village en village ; l'agent de l'animation préparait le terrain en présentant aux villageois ses deux coéquipiers et en procédant à l'identification des préoccupations des populations locales.
- 14 En 1978, le mouvement coopératif connut un regain d'intérêt de la part des autorités nigériennes qui venaient d'instaurer la *Société de Développement*, une politique favorisant l'une des formes de participation populaire la plus dynamiques que le pays ait jamais connues. Le mouvement coopératif et la *samaria*¹ furent les deux piliers de cette politique. Mais la pression des bailleurs de fonds qui voulaient mettre le Niger sous ajustement structurel, le séminaire de Zinder organisé en 1982 autour du thème des *stratégies d'intervention en milieu rural*, vont accélérer la dissolution de l'UNCC en 1984 et son remplacement par l'Union Nationale des Coopératives (UNC). La composition de la nouvelle union était de type pyramidal, avec à sa base les coopératives regroupées selon les limites géographiques et administratives. L'organigramme ci-dessous présente la composition de la structure en septembre 1987.
- 15 La situation que nous présentons concerne la période comprise entre 1984 et 1996. De 1996 à maintenant, l'institution a connu des remous importants qui ne permettent pas de dresser un tableau objectif.
- 16 Le bilan présentera d'abord l'état des ressources humaines, financières et matérielles. Puis, nous examinerons les activités réalisées dans le domaine de la formation, de l'approvisionnement, de la commercialisation et de la promotion des activités économiques. Enfin, nous verrons les insuffisances du système.
- 17 Il faut retenir que l'effectif du personnel qui était de 302 agents en 1984, est demeuré le même en 1996. Seul le nombre des cadres s'est accru passant de 130 (14 cadres supérieurs et 116 cadres moyens) en 1993 à 160 (22 cadres supérieurs et 138 cadres moyens) en 1996. En valeur relative, l'effectif des cadres supérieurs a augmenté de 14,6% et celui des cadres moyens de près de 19%. Ceci tient à la politique de formation à laquelle l'Union accorde un grand intérêt. En réalité, il y a eu à ce niveau une formation sur le tas, ce qui a amené une diminution de l'effectif du personnel auxiliaire qui est passé de 163 agents en 1993 à 142 en 1996, soit une réduction en valeur relative de près de 13%. Toujours est-il que ce personnel reste très insuffisant eu égard aux objectifs fixés et à l'importance du nombre des organismes installés.
- 18 Parmi ce personnel, certains agents sont des fonctionnaires détachés du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAG/EL). En 1993 une dizaine d'agents étaient dans ce cas. La figure 2 donne la répartition du personnel de l'UNC. L'observation de ce graphique attire l'attention sur les deux derniers postes : 7 agents sont détachés et 4 ont pris une disponibilité, alors même que le personnel fait cruellement défaut. Ceci témoigne de la mauvaise gestion qui a caractérisé l'Union tout au long de son développement. Cette mauvaise gestion est constatée au niveau de la gestion du matériel hérité de l'ex-UNCC, dissoute en 1983.

- 19 Les moyens matériels sont composés de 361 magasins, 44 logements, 39 bureaux et 76 véhicules dont une trentaine seulement en bon état. Quant aux ressources financières, en 1996, le capital social de l'Union aurait dû s'élever à 104 millions de F CFA. Or ce capital n'est pas encore constitué à la date d'aujourd'hui. Ceci explique les difficultés de l'UNC dont les ressources proviennent des revenus tirés de ses activités, de la contribution des sections spécialisées et des Unions Régionales de Coopératives (URC) ainsi que des subventions de l'Etat, de dons et de legs. Par suite des difficultés financières rencontrées par l'Etat, sa part de financement de l'Union a très fortement baissé, passant de 320 millions en 1987 à 25 millions en 1995, soit une baisse de plus de 92%. Cette réduction, ajoutée à la difficulté de disposer de fonds (même après qu'ils soient virés au Trésor national), qui ont conduit l'Union à ne destiner la subvention qu'au paiement des charges communes constituées par les cotisations sociales, les cotisations de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), le règlement des frais d'inscription et les salaires des agents envoyés en formation. De 1984 à 1996, la formation a ainsi pris une place importante dans les réalisations de l'UNC, concernant l'encadrement de 18 800 coopérateurs, la mise en stage de perfectionnement de 28 cadres moyens et de 22 cadres supérieurs. Malgré l'insuffisance des moyens, l'UNC a obtenu tout de même des résultats.
- 20 Au cours de la même période, l'UNC a réalisé des activités promotionnelles développées à travers les projets coopératifs. C'est ainsi que 242 boutiques coopératives, 558 banques cérésières, 256 moulins à grains et 77 dépôts pharmaceutiques ont été installés à travers le pays. La commercialisation des produits agricoles a porté sur environ 360 700 t en 1984 et 1995. Quant à l'approvisionnement, il a consisté à placer en moyenne 5 000 t par an auprès des producteurs. Il ne faut cependant pas se méprendre à propos de ces chiffres, car s'il est indéniable que ces dernières années les subventions de l'Etat ont baissé, force est de constater que dans les années 1970 et 1980, ces structures ont bénéficié d'importants apports financiers. Il serait plus juste de reconnaître que toutes les structures de l'UNC, du sommet à la base ont été sujettes à des malversations de tous ordres : matérielles, financières et organisationnelles. Les caisses des coopératives ont été pillées, de même que le matériel roulant. Ainsi, un rapport de 1993 souligne qu'une dizaine de véhicules de l'Union des Coopératives ont été réquisitionnés par l'armée.
- 21 Le développement qui précède laisse supposer les multiples problèmes auxquels sont confrontés les coopératives. Dans de nombreuses coopératives rizicoles du département de Tillabéry (ouest du Niger), les paysans coopérateurs ont du mal à acquitter les redevances à la fin des campagnes rizicoles, simplement parce que les gérants des coopératives procèdent à des détournements de fonds et surtaxent les paysans pour essayer de dissimuler les traces de leurs détournements. Il est fréquent qu'à la fin d'une campagne, on demande au paysan de rembourser plus qu'il n'a contracté de dettes : le remboursement se fait en nature. Par exemple on demande à un paysan de rembourser 8 sacs de riz, alors même qu'il n'en a récolté que 5. Depuis 1998, les coopératives rizicoles du département de Tillabéry n'arrivent pas à approvisionner les paysans en engrais. Cet approvisionnement est assuré par l'ONG *ABC Ecologie* qui profite elle aussi de la situation pour exploiter les paysans. En effet, elle leur vend 13 000 F CFA le sac de 50 kg d'engrais alors qu'à l'Union Régionale des Coopératives de Niamey il se vend 7 500 F CFA. Certes le comportement des ONG n'est pas l'objet de cet article, mais cet exemple est la preuve concrète de l'insuffisance de la performance de l'action coopérative.
- 22 En dehors des problèmes de détournement, d'autres facteurs ont limité cette efficacité. Le premier obstacle constaté est le faible degré de participation des coopérateurs à la vie

coopérative. Un rapport rédigé en 1993 par le directeur général de l'UNC attribuait cela à une *insuffisance d'éducation, de sensibilisation et d'information* ² qui n'a pas permis de développer chez les individus une conscience coopérative. Le deuxième obstacle est d'ordre économique. En effet, les activités agricoles peu diversifiées, et de surcroît précaires, n'ont pas été de nature à enclencher une dynamique économique des coopératives. La petite taille de ces entreprises ne leur a pas permis de jouir d'une large marge financière et beaucoup ne disposent pas d'un capital social. Le troisième obstacle est d'ordre législatif. Ainsi, les textes régissant l'organisation et le fonctionnement de ces structures étaient inadaptés et avaient souffert, en outre, de l'absence d'une campagne de diffusion visant à informer les coopérateurs. À côté de ces types d'obstacles, il faudrait souligner le fait qu'à aucun des niveaux de la pyramide, les gestionnaires ne maîtrisaient le nombre réel des coopérateurs, ce qui n'est pas évidemment de nature à permettre un suivi et une bonne évaluation de l'action coopérative. Enfin, une contrainte mérite d'être soulignée : il s'agit toujours du problème d'adaptation du système à une société rurale restée fortement hiérarchisée et au taux de scolarisation très faible (nettement inférieur à la moyenne nationale, qui était de 20 à 30% en 1993).

- 23 Ce problème d'adaptation est souvent synonyme d'immobilisme. Ainsi, lors des élections des membres des bureaux des Unions des Coopératives, ce sont toujours les mêmes personnes qui sont élues, même si leur gestion antérieure n'a pas été sans faute. La contrainte sociale est telle que les jeunes et les personnes peu fortunées n'osent pas se présenter contre le président de la coopérative qui jouit d'une grande notoriété dans le village, soit parce qu'il est fortuné, soit parce qu'il est membre de la famille du chef de village, soit encore parce qu'il milite en faveur du parti politique au pouvoir. Même un ancien n'ose pas défier le président, et courir le risque d'entacher les relations familiales qui les lient. Face à toutes ces contraintes, les responsables de l'UNC tentent en ce moment de redonner à l'institution de nouvelles perspectives pour lui permettre de s'adapter au contexte socio-économique. Ainsi, pour les années à venir, il s'agira d'orienter les actions vers la consolidation des acquis issus des réformes antérieures, de consolider l'autonomie de la structure, sa promotion économique et de renforcer ses capacités institutionnelles. À ce titre, un accent particulier devra être accordé au développement des activités économiques et sociales, à l'amélioration des services fournis aux membres et au développement des méthodes de gestion coopérative. Pour ce faire, les actions porteront à court et moyen termes sur la restructuration des coopératives et de l'ensemble de la structure de l'UNC. Cela permettra, aux yeux de ses responsables d'appliquer convenablement les critères d'efficacité économique et de rendre compétitives les activités des coopératives tant au Niger qu'à l'étranger. L'effort de formation des coopérateurs et des cadres sera également poursuivi dans les domaines de l'éducation et de la promotion des activités de commercialisation ; la recherche de débouchés et de sources d'approvisionnement mérite une attention particulière, car elle reste l'un des fondements de l'efficacité de toute action coopérative. C'est pour cela que nous formulerons des propositions qui compléteront certains aspects contenus dans les perspectives définies pour le mouvement coopératif nigérien.
- 24 Les propositions formulées dans le texte qui suit visent à inscrire le mouvement coopératif nigérien dans le contexte actuel de la mondialisation.
- 25 À ce titre, le réseau d'appui au développement des capacités pour les coopératives (RADEC-COOP)³, au terme du Colloque Panafricain sur *Le XXI^e siècle et le défi coopératif en Afrique*, organisé à Cotonou du 15 au 19 mai 1995, a adopté une plate forme pour le

Renouveau Coopératif en Afrique. Les thèmes développés au cours de ce colloque apportent le complément auquel nous faisons allusion plus haut. A ce titre, nous proposons que, dans une optique de restructuration du mouvement coopératif au Niger, l'UNC prenne en compte les valeurs cardinales et les caractéristiques identifiées par les participants au colloque pour guider le fonctionnement des coopératives en Afrique. Ceci permettra d'harmoniser le mode de gestion des coopératives (dans leurs principes généraux) aux échelles nationale, africaine et internationale. C'est pour répondre à cet objectif que les participants au colloque ont adopté la définition de l'Alliance Coopérative Internationale (ACI) et les caractéristiques énoncées dans la recommandation n° 127 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT/BIT) comme étant les points de référence pour la définition de la coopérative. Cette dernière est ainsi définie comme : une société particulière et spécifique à capital et sociétaires variables, de nature démocratique dans sa gestion et qui ne se confond ni avec les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les organisations socio- professionnelles, ni avec les syndicats et les associations de développement local. Elle est simplement guidée par la nécessité de défendre et de protéger l'identité de la coopérative en tant que symbiose entre un groupement de personnes, nécessairement formel, et une entreprise privée, nécessairement à vocation économique.

- 26 L'identité d'une coopérative est déterminée par les valeurs cardinales universelles qui sont l'auto-promotion de l'entreprise coopérative et de tous ses membres ; la responsabilité mutuelle dans l'entraide ; l'égalité dans la gestion de l'entreprise coopérative ; l'équité dans la jouissance des résultats ; la liberté d'initiative ; la responsabilité sociale et l'honnêteté dans les transactions avec les coopératives et les tiers. Il est important de rappeler qu'un déficit d'honnêteté explique en grande partie l'échec de la plupart des coopératives nigériennes. C'est pour cela que parmi les grandes lignes de l'*Administration et de la gestion des coopératives* définies par le colloque, nous avons retenu particulièrement celle qui propose que : *la coopérative devra mettre en place les mécanismes de contrôle interne nécessaires, et avoir recours à l'audit externe comme moyen de redressement économique et de renforcement de la transparence.*
- 27 La transparence est la condition *sine qua non* d'une bonne gestion et d'une meilleure participation des membres de la base à la vie et au contrôle de la coopérative. Dans une perspective de renouveau coopératif au Niger, l'UNC doit baser la politique de promotion coopérative sur la méthode participative conformément aux recommandations issues du colloque. A ce titre, la démarche d'implication consistera à la formation des priorités par les populations directement concernées. Ces priorités tiendront compte des besoins réels des membres à la base.
- 28 La question de fond qu'il faut poser est la suivante : que veut le paysan en adhérant à une coopérative ? En d'autres termes, dans le contexte socio-économique actuel, quel doit être le rôle d'une coopérative dans l'auto-promotion paysanne et dans le développement économique d'un pays pauvre comme le Niger ? Comment répondre aux exigences d'accroissement des rendements, tout en faisant face à certaines contraintes de la mondialisation ? La nouvelle politique devra encourager la création endogène des coopératives (par les membres) à l'exclusion de toute intervention extérieure.
- 29 Afin d'évoluer au rythme de la mondialisation, les coopératives nigériennes de tous les niveaux devront développer des relations d'*intercoopération* entre elles et d'autres coopératives africaines ou occidentales. A cet effet les échanges d'expériences par des rencontres périodiques ou des visites d'études devront se faire à un rythme soutenu. De

même, elles développeront des liens commerciaux avec des coopératives d'Afrique ou de tout autre pays. Enfin, la résolution 49/L12 du 2 novembre 1994 de l'Assemblée Générale des Nations Unies devra être observée, afin de renforcer l'esprit de solidarité interafricaine et internationale. C'est pourquoi il importe que les coopératives, à tous les niveaux, et de concert avec l'ACI, le BIT, RADEC-COOP et les institutions d'appui, de formation et de recherche, développent des activités d'information sur les valeurs et les principes coopératifs d'une part, sur le rôle de l'action coopérative dans le développement économique et social d'un pays d'autre part.

- 30 Au terme de cette réflexion, il faut reconnaître qu'en dépit de difficultés d'ordre structurel et comportemental, et malgré des polémiques d'ordre politique, le mouvement coopératif est ancien au Niger. Il a beaucoup marqué l'organisation du monde rural en ce sens qu'il a permis de mobiliser, à une certaine période, les paysans. Les objectifs et les perspectives sont nobles : il s'agit d'une profonde restructuration et d'un changement de comportement de tous les acteurs pour que le mouvement coopératif puisse jouer pleinement son rôle. En ces périodes de mondialisation, la coopérative pourrait avoir encore une place dans le développement économique et social du pays. C'est pour cela qu'il est, à notre avis, prématuré d'en demander la dissolution. En l'état actuel des choses, la polémique ne concerne que le monde politique et les bailleurs de fonds. Les scientifiques ne s'y sont pas encore impliqués. La dissolution de 1996 ne s'est faite sur aucune base scientifique ou technique. Elle provenait d'une décision purement politique, mais encouragée par la pression des bailleurs de fonds qui trouvent que la tutelle de l'Etat constitue un frein à l'efficacité de l'UNC et de ses membres.
- 31 Il en est de même pour la décision de réhabilitation de l'UNC qui relève aussi d'une décision purement politique, voire démagogique. Il s'ensuit que six mois après cette réhabilitation (mai à novembre 2000), l'institution n'est pas encore dotée de moyens pour commencer ses activités. Les salaires ne sont pas payés, le parc automobile n'est pas réhabilité, etc. Pour preuve, recevant la visite du président de la coopérative de Filingué, M. A. S. (un responsable de l'UNC), devant les sollicitations du président de la coopérative de venir mettre en route ses activités, a argué qu'il n'avait reçu aucun salaire depuis la réhabilitation et que l'UNC ne disposait que de deux véhicules pour assurer le déplacement de ses agents.
- 32 En tant que chercheur ayant suivi avec intérêt et enthousiasme les décisions de réhabilitation de l'UNC et les campagnes de publicité les accompagnant, nous ne pouvons que douter de la volonté du gouvernement de faire du mouvement coopératif le principal pôle de développement des sociétés rurales. Notre doute est d'autant plus fondé que les bailleurs de fonds et les agents du DAC/POR affichent une attitude d'indifférence, voire de réticence vis à vis de l'UNC. Or de toutes les structures visant à mobiliser les populations rurales au Niger, seules l'UNCC et l'UNC sont parvenues à se rapprocher des populations à la base. Par exemple, à la différence des ONG, les membres des coopératives résident tous dans les villages. De plus, le bureau est composé exclusivement de villageois, ce qui n'est pas le cas des ONG dont les membres sont des personnes étrangères aux villages.
- 33 Par ailleurs, quoi qu'on dise, les coopératives sont les seules structures qui, après la dissolution de la structure centrale, arrivent à fonctionner par la seule initiative des populations. Par exemple, malgré la dissolution de l'UNC en 1996, et malgré le manque de moyens après la réhabilitation, les coopératives d'ancienne implantation, celles d'artisanat, celles gérant des aménagements hydro-agricoles et une vingtaine d'unions des coopératives sont effectivement fonctionnelles actuellement, ce qui n'est pas le cas

des projets de développement et des ONG dont les activités ne sont pas poursuivies par les bénéficiaires dès que le projet arrive à son terme. C'est-à-dire que le mouvement coopératif au Niger a au moins le mérite de lancer dans certains villages l'auto-promotion paysanne par l'appropriation de techniques de gestion ; peut-être pas à grande échelle, mais le constat est suffisamment encourageant pour que, dans une perspective de renouveau coopératif, l'Etat et les partenaires au développement réfléchissent sérieusement sur le rôle des coopératives dans le développement économique et social dans les pays du Tiers-Monde. En ce sens, cet article, qui dresse l'historique du mouvement coopératif au Niger, constitue pour nous, le point de départ d'un vaste projet de réflexion sur l'utilité des coopératives au Niger, voire en Afrique.

- 34 Aujourd'hui, la préférence des bailleurs de fonds semble s'être portée vers l'appui aux ONG et aux projets, au détriment des coopératives. Or, lesquelles, des coopératives ou des ONG, sont le plus proches de la population ? Par cette démarche, l'objectif est de voir dans quelles mesures le renouveau coopératif peut constituer une alternative aux ONG, contestées partout en Afrique, et supposées faire plus le jeu des bailleurs de fonds que celui des populations locales.

BIBLIOGRAPHIE

ROMAN Christophe et AFIP., 1990 - Agriculture : le système français, ateliers du développement, SYROS Alternatives, Paris, 118 p.

Spécial Niger ; l'irrigation au Niger en quelques chiffres Bulletin du RIAO, p. 9 à 31.

NIGER, Sud., - Guide sur la loi pour les coopératives rurales. Niamey 48 p.

NIGER. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage., Secrétariat d'Etat chargé du développement coopératif s.d. - Statuts types de la coopérative. Niamey, 13 p.

NIGER UNION NATIONALE DES COOPERATIVES., 1996 - Synthèse des activités de 1993 à 1996. Niamey, UNC, 22 p.

SALEY MAHAMADOU., 1996 - Le mouvement coopératif nigérien : importance socio-économique et perspectives. Niamey, UNC, 20p. + annexes.

NIGER UNION NATIONALE DES COOPERATIVES., 1995 - Programme d'activités 1995, Niamey, UNC 12 p.

NIGER UNION NATIONALE DES COOPERATIVES., 1992 - Rapport d'activités 1991, Niamey, UNC 31p. + annexes.

NIGER UNION NATIONALE DES COOPERATIVES., 1992 - Synthèse des activités de l'UNC de 1984 à 1992 . Niamey, UNC, 27p. + annexes.

NIGER., UNION NATIONALE DES COOPERATIVES., s.d. - Note de présentation sommaire de l'UNC. Niamey, UNC 7 p.

NIGER., UNION NATIONALE DES COOPERATIVES., 1987 - Synthèse des activités de l'UNC : 1984-1987, Niamey, 13 p.

NIGER., UNION NATIONALE DES COOPERATIVES., 1988 - Rapport d'activités 1987-1988 ; Niamey, p.12 + annexes.

Réseau d'Appui au Développement des Capacités pour les Coopératives (RADEC-COOP), 1995 - Plateforme pour le renouveau coopératif en Afrique ; acte du colloque sur le défi coopératif au XXIème siècle en Afrique ; du 15 au 19 mai 1995, Cotonou, 10 p.

NOTES

- 1.- Samaria : mot haoussa signifiant "mouvement de jeunes".
 - 2.- République du Niger. Union Nationale des Coopératives, 1993. op. cit.
 - 3.- Réseau d'Appui au Développement des Capacités pour les Coopératives (RADEC-COOP), 1995 - Plateforme pour le renouveau coopératif en Afrique, Acte du colloque sur le défi coopératif au XXIe siècle en Afrique, Cotonou du 15 au 19 mai 1995. Cotonou, 10 p.
-

RÉSUMÉS

L'histoire du mouvement coopératif dans l'organisation des paysans et dans la vie socio-économique du monde rural nigérien, du début des années 1960 à 2000, est étudiée sous divers aspects : le contexte de sa naissance, son histoire, ses bilans en 1984 et en 1996, ses perspectives et les propositions faites pour rendre efficace l'action de ce mouvement en l'an 2000.

The Cooperative Movement and Organization of the Rural World in the Republic of Niger ; Results, Perspectives and Propositions for the Future. The history of the cooperative movement in the organization of peasants and in the social and economic life of the Nigerian rural world, from the beginning of the 1960s to 2000, is studied under the following aspects : the context of its inception, its history, the results obtained in 1984 and in 1996, its perspectives and the propositions made for rendering efficacious the action of this movement in the year 2000.

INDEX

Mots-clés : coopératives, développement rural, gestion participative, Niger

Keywords : concerted management, rural development

AUTEUR

ABDOU BONTIANTI

Département de Géographie et Aménagement des Espaces (GAME), Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH), Niamey-Niger.